

Fédération Nature & Progrès
13, Boulevard Louis Blanc
30100 ALES

A l'attention de Monsieur Stéphane Le Foll
Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
78, rue de Varenne
75349 Paris SP 07

Copies à :

Monsieur Guillaume Garot, Ministre délégué chargé de l'agroalimentaire

Monsieur Patrick Dehaumont, Directeur général de la DGAL

Madame Mireille Riou-Canals, Directrice générale de la DGER

Monsieur Eric Allain, Directeur général de la DGPAAT

Madame Delphine Batho, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Monsieur Frédéric Cuvillier, Ministre délégué en charge des transports, de la mer et de la pêche

Monsieur Bertrand Hervieu, vice président du Conseil National de l'Alimentation et du Conseil Général de l'Agriculture de l'Alimentation et des Espaces Ruraux.

à Alès, Aubervilliers, Bagnolet, Colmar, Lablachère, Lorient, Lyon, Montpellier,
Montreuil, Paris, Rochefort, Saint Laurent, Tours,

Le 22 Janvier 2013

Monsieur le Ministre,

Suite à la conférence nationale « agriculture : produisons autrement » qui s'est tenue le 18 décembre 2012 au Conseil Economique Social et Environnemental, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous vous félicitons pour votre ouverture aux alternatives et votre conscience de la nécessité de réformer le modèle agricole industriel polluant et destructeur des sols arables pour répondre aux enjeux actuels de développement durable, mais nous sommes inquiets. Très inquiets.

En effet, pour « réconcilier écologie et agriculture » vous semblez soutenir une forme d'agroécologie très éloignée de celle que nous souhaitons voir promue pour notre agriculture, notre alimentation et le développement de nos territoires.

Par exemple, certains experts présentent le non labour comme la recette miracle capable de réconcilier productivité et environnement. Malheureusement, le non labour tel qu'ils le conçoivent repose sur l'utilisation d'un herbicide total pour préparer le semis et de semences enrobées d'insecticides toxiques. Tandis que vous affichez votre volonté d'orienter notre agriculture vers une réduction des produits phytosanitaires, ce type de non labour ne pourra aucunement répondre à votre attente. Aux USA, après 10 années de promotion du non labour associé à des OGM tolérants aux herbicides, plus de 500 000 ha sont envahis d'adventices devenues tolérantes aux herbicides et retournent à la friche.

Seule une toute petite poignée d'agriculteurs français pratiquent aujourd'hui le non labour sans herbicide : c'est techniquement possible mais la publicité des produits phytosanitaires et la recherche agronomique ignorent totalement leur expérience.

Nous sommes également inquiets de vous voir renoncer à abroger, comme vous nous l'aviez promis, la loi votée en décembre 2011 sur le Certificat d'Obtention Végétale (COV) des semences pour nous annoncer que les décrets d'applications en préparation suffiront à protéger les droits des agriculteurs. Dans le même temps le Brevet Unitaire Européen déroule un tapis rouge aux détenteurs de brevets sur le vivant.

Pourquoi verrouiller ainsi toutes les possibilités de développer des semences paysannes adaptées aux besoins d'une agroécologie indépendante des firmes agro-industrielles ?

Nous sommes inquiets de voir les agriculteurs livrés pieds et mains liés aux semences commerciales et de ne leur laisser entrevoir d'avenir que dans une course en avant technologique.

Il n'y a pas de fatalité à ce que le nombre de paysans continue à diminuer. Au contraire, nous affirmons que **c'est en stimulant les installations et les systèmes autonomes paysans que nous pouvons inverser la tendance pour « produire autrement » et devenir le « modèle mondial de l'agroécologie ».**

Car c'est seulement ainsi que les artisans, TPE et PME de l'agro-alimentaire, pourront trouver des matières premières de proximité. Car c'est seulement ainsi que nos territoires ruraux conserveront leur vitalité. Car la production agricole, la transformation artisanale et locale, les circuits courts de distribution sont le moyen d'atteindre et de conserver notre souveraineté alimentaire.

Nous appelons à une réforme agraire favorisant les agricultures biologiques, diversifiées et à taille humaine, à des actions fortes en direction des TPE alimentaires engagées dans des circuits courts d'approvisionnement et de distribution, à une revalorisation des métiers artisanaux par la formation. Une telle approche permettra de tendre vers un équilibre écologique, social et économique des filières agricoles et agro-alimentaires et servira de base nourricière pour la société dans son ensemble.

Notre définition de l'agroécologie est celle qu'entendent et pratiquent les paysans d'Amérique du Sud, avec le soutien de leurs pouvoirs publics (financement de la recherche, adaptation des lois). **Une agroécologie synonyme d'agriculture de proximité créatrice d'emplois, inscrite dans une économie sociale et solidaire, facteur de vitalité des territoires, incontournable pour l'alimentation des citoyens en produits frais diversifiés.**

Le virage à prendre pour stopper le gaspillage et la pollution de nos ressources terrestres et halieutiques est devant nous. Permettez que les praticiens de l'agroécologie, méprisés depuis si longtemps par les puissants experts de l'agronomie française, puissent vous livrer leurs savoirs en matière d'agriculture, d'artisanat agroalimentaire et d'organisation citoyenne, pour oser développer l'agriculture paysanne et biologique.

Dans l'attente d'échos favorables de votre part, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre très haute considération.

Signataires : Amis de la terre, Artisans du Monde, Aspro Pnpp, Bio Consom'acteurs, BEDE, Colibris, Confédération Paysanne, DEMETER France, FADEAR, Fédération Nature & Progrès, Fondation Sciences Citoyennes, Générations Futures, La Ligne d'Horizon, Ligue pour la Protection des Oiseaux, MINGA, MIRAMAP, Mouvement d'Agriculture Biodynamique, Réseau Cohérence, Slow Food France, Terre et Humanisme.

